

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative
Place Bonet
CS 40020
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIDANGES ORNAISES

5 bis Rue du Port Mahon
61290 Longny les Villages

Références : 61-2023-139_VV

Code AIOT : 0003901274

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2023 dans l'établissement VIDANGES ORNAISES implanté Zone d'activité de la Basse Martinière Neuilly-sur-Eure 61290 Longny-les-Villages. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La Société LES VIDANGES ORNAISES a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation au titre de la rubrique 2718-1 le 16 juillet 2021.

Pendant la procédure d'Autorisation une visite a été effectuée sur le site de la Société LES VIDANGES ORNAISES situé dans la ZA « La Basse Martinière » à Longny-les-villages, le 19 mars 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES VIDANGES ORNAISES
- Zone d'activité de la basse martinière Neuilly sur Eure, 61290 Longny les Villages

- Code AIOT : 0003901274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de La Société LES VIDANGES ORNAISES occupe un local au sein d'un bâtiment industriel. Le site sert au transit et regroupement des eaux hydrocarburées issues des vidanges et curages de séparateurs d'hydrocarbures dans trois cuves de respectivement 15, 5 et 3 m³ avant envoi dans une installation de retraitement dûment classée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2021,
- les rejets dans l'eau,
- le suivi des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II.	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 6.1.3.III.	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 3.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 7.4	/	Sans objet
2	Pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 6.1.3.I.	/	Sans objet
5	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les 3 cuves de stockage servant au transit des eaux hydrocarburées disposent d'une rétention et le site dispose d'un débourbeur - séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales. En revanche, l'inspection demande que l'exploitant équipe ses cuves de jauges et d'alarmes de niveau haut et réalise les analyses portant sur la qualité des eaux pluviales rejetées conformément aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 7.4
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets reçus par l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Conformément à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement ces registres sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour une durée de cinq ans. Il en est de même pour les bordereaux de suivi des déchets (BSD).
Constats : Le site de la société « Les Vidanges Ornaïses » dans la ZI La Basse Martinière ne dispose pas de liaison internet, l'exploitant n'a donc pas l'accès à son compte trackdéchet qui sert à créer et conserver les bordereaux de suivi des déchets (BSD) et constitue un registre de ses déchets . L'inspection n'a donc pas permis de vérifier le suivi des déchets dangereux du site. L'exploitant a transmis la liste de ses bordereaux de suivi de déchets édité sur son compte trackdéchet par courriel le 10/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 6.1.3.I.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de rétention des déversements et pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale de l'ensemble des réservoirs associés [...]
Constats : Les trois cuves servant à rassembler les eaux hydrocarburées sur le site des Vidanges Ornaïses mesurent respectivement 15 ; 5 et 3 m ³ . Elles sont disposées au sein d'un espace entouré par un muret de parpaing qui a été édifié sur le sol du bâtiment . Le sol du bâtiment est en béton banché et ne présente pas de fissures. Le muret et le sol constituent une rétention. Le 08/08/2023 l'exploitant a indiqué que le volume de cette rétention était de 21 m ³ . Une facture de maçonnerie pour un bac de rétention avec enduit hydrofuge a été transmise par l'exploitant le 10/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II.
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...]
Constats : La Déclaration annuelle de la quantité de déchets ayant transité sur le site de Neuilly-sur-Eure n'a pas été faite . <u>Demande de l'inspection</u> : l'an prochain l'exploitant devra procéder à sa déclaration Gerep avant le 31/03/2024
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 6.1.3.III.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs spécifiques aux réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est équipé d'une alarme de niveau haut. [...]
Constats : Les cuves ne sont pas équipées de jauges ni d'alarmes de niveau haut. <u>Demande de l'inspection</u> : L'exploitant doit équiper ses cuves de jauges et d'alarmes de niveau haut.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pour les émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).
Constats : Les trois cuves sont munies de couvercles, ces couvercles étaient fermés lors de la visite. Les trois cuves constituent les seuls stockages présents en permanence sur le site et susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère. Les couvercles permettent de les confiner.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une mesure de concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 3.3.1 est effectuée tout les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Le contrôle est effectué en sortie du séparateur d'hydrocarbures.
Constats : Aucune mesure de concentration des valeurs des rejets aqueux n'a été effectuée depuis la mise en service du site. <u>Demande de l'inspection</u> : L'exploitant doit faire effectuer une mesure des concentration des valeurs de rejet sous quatre mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2021, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Poteau incendie en entrée de la zone industrielle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau collective constituée au minimum de 240 m³ ;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- Un poteau incendie normalisé situé à l'entrée de la zone d'activité.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Le poteau incendie normalisé en entrée de la zone industrielle a été supprimé.- Deux extincteurs sont présents dans les locaux, ils sont visibles et accessibles.- La réserve d'eau collective de 240 m³ est présente. <u>Demande de l'inspection :</u> L'exploitant doit remplacer le poteau incendie qui a été supprimé ou transmettre à l'inspection les éléments d'appréciation nécessaires qui permettent de justifier que les moyens en place sont suffisants au regard du risque à défendre
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois